

Avis adopté

Séance plénière du 8 juillet 2025

L'habitat et le logement face aux défis sociaux, territoriaux et écologiques

Déclaration du groupe CFTC

Pour bien parler du logement et de l'habitat en France aujourd'hui, il faut énumérer un certain nombre de paradoxes : un ratio de logements par habitants parmi les plus élevés de l'OCDE et pourtant 330 000 Français n'ont pas de logement personnel ; 500 000 logements vacants potentiellement mobilisables mais 40 000 sans abris sans toit au-dessus de la tête ; le mythe d'une France de petits propriétaires alors qu'il n'a jamais été aussi difficile d'acquérir un bien. Toutes ces réalités doivent nous interpeller car c'est du mal-logement que découle une spirale d'appauvrissement et d'exclusion qui tire toute la société vers le bas !

Ainsi, dès lors qu'un travailleur saisonnier est contraint de refuser un contrat faute d'hébergement, c'est le dynamisme et la prospérité des territoires qui s'affaiblissent. Lorsqu'un ménage est contraint de compenser la mauvaise isolation de son logement par un surcroît de consommation d'électricité, c'est son bien-être et son pouvoir d'achat qui sont affectés. Chaque fois que l'inflation du prix des loyers provoque un effet d'éviction des plus modestes vers la périphérie, c'est la fracture sociale et géographique qui s'aggrave.

En clair, pour endiguer cette spirale, il est prioritaire de répondre à la pénurie de logements par un objectif ambitieux d'agrandissement du parc locatif social et privé. Cela au moyen d'incitations financières reposant sur des critères de prix, d'accessibilité et de respect des normes environnementales.

D'autres mesures de bon sens comme l'encadrement des loyers dans les grandes villes ou la régulation des prix du foncier enverraient un signal positif à une population active dont la rémunération suit difficilement l'évolution des prix !

Plus que jamais, les préconisations du CESE sont au cœur des préoccupations réelles et concrètes des Français. La CFTC votera donc en faveur de l'avis.